



**SEANCE DU BUREAU DU 16 JANVIER 2020
DECISION N° 2020-006- DB**

| | |
|---|---|
| Date d'affichage : 17 janvier 2020 | Le seize janvier deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le neuf janvier deux mille vingt. |
| Nombre de membres : 23 | |
| En exercice : 23 | |
| Quorum : 12 | |
| Présents: 15 | Membres présents en séance : |
| Excusé(s) : 7 | Présents : (15) |
| dont pouvoir(s) : 3 | Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON. |
| Absent(s) : 1 | |
| Nombre de votants : 18 | |
| Secrétaire de séance : | Excusé(s) : (7) |
| Mme Sylvie BEILLARD. | Jérôme HARRAULT, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND |
| | Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3) |
| | Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Jean-Michel MARCHAND, Béatrice BERTRAND à Isabelle DEVAUX |
| | Absent(s) : (1) |
| | Christian RUAAULT |

ANIMATION DE L'ESPACE INFO ENERGIE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE : CONVENTION PLURIANNUELLE 2020-2022

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, au stade arrêt de projet par décision du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019, positionne l'objectif d'amélioration et de valorisation du parc de logements existants comme un axe stratégique de la mise en œuvre de la nouvelle politique de l'habitat pour les 6 prochaines années.

Cet objectif stratégique se concrétise par le renforcement des actions de lutte contre la précarité énergétique (action 15 du PLH) et l'accompagnement des ménages à toutes les étapes de la réalisation des travaux (action 6 du PLH).

Initiés par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en 2001, les Espaces Info Energie (EIE) ont précisément vocation à sensibiliser, informer et conseiller gratuitement et de manière objective sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Depuis 2009, l'Agglomération dispose ainsi d'un guichet unique d'information au sens d'un lieu référencé par les partenaires, les porteurs de projets, à disposition de tous les résidents de notre territoire, mis en œuvre au moyen d'un partenariat, avec notamment :

- des permanences conseil de l'EIE 49 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, outil ressource de proximité,
- des animations spécifiques de sensibilisation aux économies d'énergie (participation au salon de l'habitat, promotion des éco-matériaux, opérations de sensibilisation type « traques aux watts », opérations de communication, ...).

L'Espace Info Energie de Maine et Loire (EIE 49), animé par l'association Alisée, est principalement financé par : (budget prévisionnel 2020)

- l'ADEME : 87 000 € (45,2 %),
- la Région Pays de la Loire : 49 546 € (26%),
- l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat) Angers Loire Métropole : 25 000 € (13%)
- le Département de Maine et Loire : 18 000€ (9,1%)
- CA CHOLET : 9 000 € (4,6%)
- Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : 8 726 € (4,4 %)

Il est ainsi proposé de mettre en œuvre une nouvelle convention pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022 entre l'association Alisée et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire afin de poursuivre, au plus près des besoins, les actions de conseils et d'animations conduites par l'EIE 49.

Au titre de cette nouvelle convention à conclure, il est demandé à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire une contribution de 8 726 € / an pour 2020, 2021 et 2022 (contribution identique à la convention 2017-2019 précédente).

Cette convention pluriannuelle repose sur un programme d'actions détaillé pour les missions suivantes :

- Animer un service de conseil et d'information du public,
- Développer un programme de manifestations,
- Développer la communication et les relations partenaires,
- Évaluer et coordonner les activités.

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation notamment le chapitre II du Titre III ;

Vu les statuts de la nouvelle communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire » annexés à l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n°2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n°2017/154 DC du 22 juin 2017, n°2018/073 DC du 19 avril 2018, n°2018/085 DC du 31 mai 2018, n°2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu le programme d'actions arrêté par décision du Conseil communautaire du 12 décembre 2019, confirmant la nécessité de poursuivre et renforcer les actions de lutte contre la précarité énergétique et l'accompagnement des ménages à toutes les étapes de la réalisation de travaux ;

Considérant la nécessité de prioriser l'amélioration de l'habitat existant et le soutien aux logements durables, accessibles et à charges maîtrisées ;

Attendu la nécessité de maintenir une réponse de proximité pour les résidents de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par la conclusion d'une convention avec l'association Alisée afin de poursuivre les actions d'animation de l'EIE49 conduites par l'association ;

Attendu la nécessité de s'inscrire dans un programme pluriannuel compte tenu de la spécificité des actions proposées (en période hivernale de novembre à mars notamment pour certaines animations au moyen d'outils thermographiques) ;

Vu l'avis favorable de la Commission « aménagement du territoire, urbanisme, habitat et gens du voyage » du 05 décembre 2019 ;

Vu le vote du budget primitif pour 2020 par délibération du 12 décembre 2019 ;

- **DE DÉCIDER** la poursuite des actions d'animation de l'Espace Info Energie de Maine-et-Loire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par la signature de la convention pluriannuelle 2020-2022 ci-annexée, et pour un engagement financier de 8 726 € par an ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à la signer

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 18 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

| | | |
|-------------------|-------------------------------------|--|
| Matière de l'acte | 8 Domaine et compétences par thèmes | 8.5 Politique de la ville, habitat, logement |
|-------------------|-------------------------------------|--|

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »